Avec qui agir (ou ne pas agir) ? Poursuivons la réflexion sur les « frontières »

Category: Droits - libertés

écrit par jmfouquer | 12 janvier 2015

La manifestation de dimanche(11 janvier) nous conduit à un débat difficile sur les « frontières » possible de notre action : frontières de classe, frontières du « commun démocratique » avec les ennemis de la démocratie. Essayons de trier tout cela, même si c'est à chaud et vite fait.

1. D'une manière générale, la frontière, c'est l'indépendance et la démarcation face à la droite dans toutes ses composantes : on ne fait pas front avec l'UMP, l'UDI, ou même le « gentil » MODEM (on en a assez discuté aux régionales de 2010 ! ou aux municipales). Toute ambiguïté sur ce sujet dérape très vite dans une dilution des repères de classe, et de leur réfraction dans le champ politique. C'est pourquoi la démarcation droite/gauche- j'y insiste à nouveau- est décisive !

2. Mais le PS, me dit-on, mène une politique de droite au gouvernement. Donc il est de quel côté ? Le gouvernement travaille activement pour le capitalisme, pour l'impérialisme français et mondial, pour l'Europe libérale, et la direction du PS est très majoritairement d'accord, il n'y a pas de débat là-dessus. Cela peut conduire le PS a un changement de référence sociale historique dans sa structure, sa culture, son histoire, etc. C'est déjà bien engagé, mais pas achevé. C'est le combat que mène Valls, mais justement : c'est pour lui un combat ! C'est peut-être ce qui va rebondir au congrès de juin du PS. Mais aller jusqu'au bout de cette logique aboutirait sans doute à une scission du PS. C'est pourquoi le PS et ses courants évolutifs doit rester (comme en 2005 avec

Mélenchon dans la bataille du TCE) dans notre dispositif de recomposition vers une gauche de gauche (pour aller vite), afin de gagner la bataille de l'hégémonie un jour. Car il faut viser à remplacer le PS comme force hégémonique à gauche, même sur le plan électoral.

3. Donc, en effet, pas de franchissement des frontières gauche/droite comme ligne de conduite générale, et pas d'union nationale de tous les « démocrates ». Est-ce cependant un absolu ? Non. Rien n'est absolu intrinsèquement, beaucoup dépend des circonstances concrètes de l'action politique et du contexte. En 1990, après la profanation du cimetière juif de Carpentras (attribuée- à tort je crois- au FN du père Le Pen), il y a eu une très grande manif populaire, avec la droite et la gauche. Il y a eu débat, mais beaucoup d'entre nous je crois, y étaient. On pourrait aussi parler du deuxième tour de 2002 ! Bien sûr, tout choix politique est suivi d'effets plus ou moindre durables, autrement dit, il y a un coût. Là est le débat.

Et puis il y a aussi des situations aiguës ou suraiguës : guerre, fascisme, barbarie. Pendant la deuxième guerre mondiale, les impérialismes « démocratiques » ont affronté militairement l'impérialisme nazi. Nous connaissons le débat qui a traversé les révolutionnaires de l'époque. Terrible débat. En Espagne en 1936, la révolution populaire naissante a été affrontée par le fasciste Franco et une guerre s'en est suivie. Dans une guerre, il faut faire front commun (ici avec les « républicains » non révolutionnaires), et en Espagne cela a été fait. Mais faire front commun ne veut pas dire qu'on oublie son indépendance stratégique.

4. Il y a donc « ennemi » et « ennemi ». Seuls les sectaires ne font aucune distinction, ce qui fait qu'ils restent éternellement les mêmes. Le fascisme est une distinction, cela paraît simple à dire, mais pas simple parfois à appréhender, car nous avons maintenant un fascisme « malin ». Mais au-delà, la question qui nous est posée est celle de caractériser notre époque comme pré-barbare, possiblement. Nous sommes donc sur la « corde raide ». On peut basculer, perdre l'équilibre. Un

des enjeux aujourd'hui, à mon avis, c'est le démantèlement de la dynamique universelle des Lumières, c'est-à-dire la dynamique populaire d'émancipation des ordres anciens, ordres structurés par la puissance hiérarchique et/ou la puissance religieuse, ramenant les êtres humains à des allégeances à tel ou tel ordonnateur étatique, moral ou religieux (car la religion ordonne, comme chacun sait, en même temps qu'elle satisfait une demande subjective). La dynamique des Lumières, c'est l'aspiration émancipatrice à dire : « je fais partie de la société politique, et je ne dépends de personne pour avoir le droit de le faire ». Mais cela se complique car la dynamique démocratique a historiquement été traversée par deux courants. Il y a eu une bifurcation (analysée par Etienne Balibar et aussi Antoine Artous) entre un courant démocratique radical (l'Egaliberté, dont parle souvent Roger Martelli) et un courant démocratique assis sur l'équivalence entre démocratie et propriété (Locke peut-être, même si c'est un peu plus compliqué sans doute), et donc limitant la démocratie au volume des possessions lucratives (d'où le cens, et toutes les procédures inventées de « représentation démocratique » limitée, dont l'aboutissement en France est la Cinquième République). La Révolution démocratique française a été radicale car elle a été traversée par l'affrontement entre ces deux voies, elle ébauchait une révolution sociale (porter la démocratie jusqu'au bout). Elle contenait comme le dit Ernst Bloch (dans le Principe espérance), un « excédent » qui la dépasse.

5. Or, en France ou ailleurs, une partie de la classe politique n'a jamais renoncé à revenir en arrière (le mot réactionnaire est très approprié) et vouloir détruire la république dans ses deux faces. Le problème, c'est que faire tourner à l'envers une conquête populaire enracinée fortement ne peut aboutir qu'à une exacerbation « pré-bourgeoise » de la barbarie, une caricature d'inhumanité, un ordre monstrueux (à mon avis le stalinisme est aussi de cet ordre). Le fascisme représente, dans la sphère autonome du combat politique, mais avec un substrat social, une forme de ce combat monstrueux,

très clair en France dans les années 1930. Avec les néo-conservateurs américains, personnifiés par Bush, puis les Tea-party, nous avons eu une résurgence de tout cela sur la scène mondiale : vouloir fabriquer des Etats dans l'Empire (Irak), avec pour présupposé idéologique une soudure morale familialo-religieuse, ultra-libérale et guerrière. Sarkozy a partie liée avec ces courants (même si chez lui l'équation personnelle est surdéterminante) : c'était son programme de 2007, détruire ou plutôt « effacer » la gauche et le mouvement ouvrier. C'est pourquoi son quinquennat n'a pas été comme les autres à droite : il y avait un saut qualitatif. La politique désastreuse de Hollande fait le lit d'un retour à une solution de ce type, et en pire avec Marine Le Pen dans les bagages. En même temps, ces gens-là ont une politique propre ou essaient de l'avoir.

6. Sur la scène internationale résultant des catastrophes produites par les tenants de l'Empire (Iraq, Afrique) et avec des Etats démantelés (car un Etat ne se fabrique pas), il y a en même temps une résurgence de la promesse ou de la dynamique démocratique, mais aussi l'apparition d'une face barbare. Nous avons eu les soulèvements démocratiques arabes. Et aussi une forme contre-révolutionnaire que certains appellent aussi « fascisme » : Daech, Al Quaïda, voire Talibans, et leurs ramifications internationales dans la mondialisation et le brassage des populations, des crises sociales et morales, des repères détruits, des jeunes désemparés, des discriminations, des musulmans stigmatisés en bloc, etc. Le mot fascisme est-il juste ? Je ne sais pas, car on peut penser que c'est un concept politique « européen » et il ne faut pas par paresse plaquer nos schémas sur le monde entier. Mais ces forces remplissent les fonctions du fascisme tel qu'analysé traditionnellement en Europe: en Syrie c'est très clair. La révolution syrienne serait allée beaucoup plus loin sans l'alliance objective entre Daech et Bachar. C'est pourquoi l'impérialisme « démocratique » hésite à combattre totalement Daech (en armant la révolution), même s'il ne souhaite pas sa victoire. L'impérialisme dit « démocratique » (Obama et

l'Europe) veut rester le maître in fine, comme cela s'est produit en 1944-45. Mais pour nous, nous sommes amenés, parce que nous ne voulons pas la défaite militaire de la révolution démocratique (et sociale) dans les pays arabes, et aussi parce que nous ne voulons pas voir l'émergence internationale d'une nouvelle barbarie anti-démocratique au sens fascisant (califat, Etat islamique, qui sont les « forces jumelles » ou symétriques des apprentis sorciers du « choc des civilisations » : tea-party, néo-conservateurs, manif pour tous en partie, FN, et il faudrait bien sûr analyser chacune de ces entités aussi dans leur contexte socio-politique propre), nous sommes donc amenés à ne pas combattre l'utilité provisoire d'actions de l'impérialisme dit « démocratique » pour freiner ce qu'il y a de pire (voir le film : Timbuktu ?). Mais comme je l'ai dit plus haut : il y a un coût politique à cela. L'action impérialiste armée est très vite totalement contre-productive (Mali), comme le disent Bertrand Badie et Dominique Vidal dans l'Humanité (9 janvier) : « Elle nourrit la violence davantage qu'elle ne la supprime ». En même temps, l'un et l'autre sont d'accord d'intervenir contre Daech, qui est lui-même le produit d'une guerre impérialiste. On ne fait donc que reporter le problème. Mais entre-temps (car on gagne un peu de temps), il y a la politique, les possibles politiques et les pratiques qui ont aussi une dimension militaire sur théâtre moyen-oriental (la résistance kurde à Kobané). Donc certes le coût politique peut être lourd. Mais la solution n'est pas la fuite.

7. Pour en revenir en France, la manifestation de dimanche est à la croisée de tout cela. C'est aussi une intersection géopolitique. Il serait absurde de dire : dehors la droite (outre que c'est impossible), parce qu'il y a un soulèvement populaire qui veut en revenir à la première lettre de l'alphabet démocratique : la liberté de penser, d'écrire, de dessiner, sans demander la permission, etc. Notre chemin doit être de tracer dans ce mouvement de masse une indépendance de gauche, de toute la gauche (donc incluant le PS dans la démarche), pour ne pas se faire dérouter dans un triomphe

ultérieur de l'Union nationale ou sacrée, qui conduirait aussi vers le triomphe différé ce que nous ne voulons pas voir : le chemin vers la réaction sur toute la ligne, la destruction idéologique de la gauche et donc du clivage gauche/droite. Dans ce cadre, signer ou pas un texte d'appel à manifester de cinq lignes est un peu secondaire. La question est : manifester ou pas avec le coût politique que j'ai évoqué. C'est pour cela que les journalistes (parfois peu au fait des subtilités politiques), si on leur dit qu'on ne signe pas, interprètent cela comme : Ensemble n'appelle pas à la manif. Par contre, le débat et la confrontation devaient porter sur l'image politique de cette manifestation.

Ainsi Jean-Luc Mélenchon a entièrement raison de dire : ce n'est pas à Valls d'organiser la manifestation. Le gouvernement est un exécutif, ce n'est pas lui qui doit donner forme ou « concourir » (au sens de la Constitution) à la manifestation de la délibération politique. Ce sont les partis, les mouvements, et les citoyens dans leur spontanéité. Mais dans le monde d'aujourd'hui, la manière de mener le débat politique est devenue aussi une « gouvernance ». Et « les exécutifs de la gouvernance » sont totalement en tête de la manœuvre, ce qui est catastrophique. Donc, je ne suis pas d'accord avec l'idée que les partis politiques doivent se faire discrets ou se ranger derrière les syndicats et associations. Que la manif soit ordonnée avec en tête les organisations anti-racistes, les syndicats, 100 fois d'accord, mais que les partis politiques ne soient pas totalement impliqués dans un événement hautement politique, c'est impensable. Nous nous sommes battus pour que la manif ne prenne pas un tour « union nationale » et concrètement pour que les chefs des exécutifs gouvernementaux, actuels ou anciens, n'y soient pas « moteurs ». Nous avons perdu cette bataille. Dès lors, la question devient : manifester ou non. Là est le vrai débat. Or je crois qu'il faut manifester (même avec les chefs d'Etats de l'impérialisme) mais simultanément construire une indépendance de gauche (et d'abord un cortège commun) sur ce que signifie vraiment la démocratie poussée

jusqu'au bout : droits citoyens pour tous, droit de vote, sans-papiers, liberté de circulation, république sociale. On devrait prendre une initiative sur ce terrain, si possible.
Jean-Claude Mamet, le 9 janvier.